

Dossier de presse du 16 juin 2020

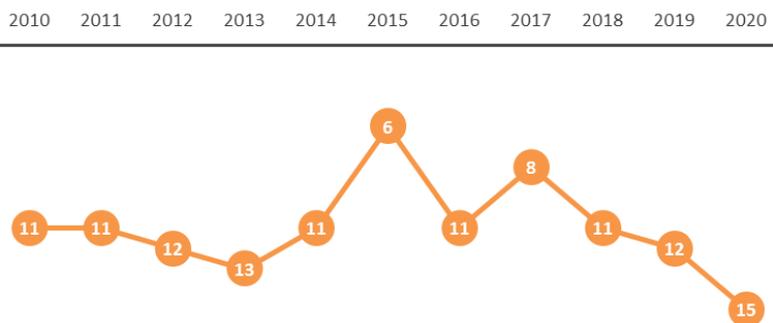
IMD World Competitiveness Yearbook 2020

Sérieux avertissement au moment de relancer l'économie

Le Luxembourg perd trois rangs au sein de l'édition 2020 du *World Competitiveness Yearbook* (WCY) de l'institut suisse IMD¹ par rapport à l'année précédente, se situant ainsi à la 15^{ème} place. S'il s'agit davantage d'un recul que d'une véritable chute, l'économie luxembourgeoise n'a jamais été aussi mal classée entre les années 2010 et 2020. En effet, les faiblesses de la compétitivité luxembourgeoise tendent à se renforcer plus qu'à se résorber. Trois domaines ressortent au moment d'examiner les carences actuelles du modèle économique luxembourgeois. Avec une stagnation continue de la productivité, le Luxembourg arrive au bout de son modèle de croissance extensive, ce qui appelle à une transition (rapide) vers la croissance qualitative. En outre, la difficulté à trouver les talents s'accroît chaque année. Enfin, le Luxembourg prend un certain retard en matière de transformation digitale par rapport aux économies les plus avancées dans ce domaine.

Le Luxembourg a tous les atouts pour mieux réussir que d'autres la relance économique à la suite de la crise du Covid-19. Il dispose notamment de marges financières supérieures à la plupart des autres économies européennes et d'une ambition affichée, que ce soit en termes de niches de croissance ou de digitalisation. Le Luxembourg devra toutefois construire le plan de relance adapté pour soutenir l'économie et regagner en compétitivité. Nul doute que les faiblesses mises en exergue par ce classement sont un sérieux avertissement alors que le monde d'après, au cœur de l'actualité, sera un monde digitalisé où les secteurs à forte valeur ajoutée, la capacité à innover et les talents feront toute la différence.

L'évolution du classement général du WCY en un clin d'œil



L'édition 2020 du WCY voit donc le Luxembourg s'éloigner durablement du top 10 des pays les plus compétitifs. Le pays conserve pourtant des points forts : une croissance soutenue, des finances publiques relativement saines, une place financière compétitive sur le plan international ou encore une législation qui attire les demandes de brevets. Mais les points faibles sont, eux aussi, nombreux,

¹ Depuis 1989, l'institut suisse IMD (*International Institute for Management Development*) analyse la compétitivité de plus de 60 pays. Le classement est basé tant sur des indicateurs statistiques (*hard data*) que sur l'opinion des décideurs économiques et des dirigeants d'entreprises. L'enquête est coordonnée par la Chambre de Commerce pour le volet luxembourgeois. Plus précisément, l'enquête IMD repose sur l'examen de 235 indicateurs rassemblés sous quatre piliers, à savoir les performances économiques, l'efficacité des pouvoirs publics, l'environnement des affaires et la qualité des infrastructures.

notamment quant à l'avancée technologique de l'économie, aux difficultés de recrutement ou encore à la pression fiscale élevée.

A court terme, l'enjeu est de relancer l'économie à la suite du coup d'arrêt inédit provoqué par la crise sanitaire du Covid-19. Cependant, le Luxembourg devra répondre rapidement à son principal défi depuis des années, à savoir réactiver une productivité atone. En effet, l'économie luxembourgeoise, l'une des plus productives au monde, ne progresse plus depuis plusieurs années car les activités à haute valeur ajoutée sur lesquelles elle s'est appuyée sont moins porteuses. Accélérer la productivité est tout l'enjeu de la croissance qualitative, qui doit replacer le Luxembourg parmi les leaders sur ce plan. C'est ainsi que les prochaines éditions du classement IMD permettront de juger d'un rebond, ou non, de la compétitivité luxembourgeoise dans le monde d'après-crise.

Le podium des pays les plus compétitifs est constitué en 2020 de Singapour, du Danemark et de la Suisse, devant les Pays-Bas et Hong Kong. Si la Suisse n'a pas fait mieux que le Luxembourg pour l'évolution de sa productivité, celle-ci s'est accrue de 1,56% à Hong Kong, de 1,0% à Singapour, de 0,65% au Danemark et de 0,58% aux Pays-Bas, contre 0,11% au Grand-Duché. Ces économies, à la productivité relativement proche du Luxembourg, ont su continuer à l'améliorer. Tous ces pays devancent le Luxembourg sur les différents indicateurs liés à la digitalisation, l'un des leviers accessibles pour poursuivre l'amélioration de l'efficience économique.

Le domaine des **performances économiques** est l'un des quatre principaux piliers du classement IMD. C'est aussi celui pour lequel le Luxembourg est le mieux positionné avec une 8^{ème} place. Le pays figure dans le top 10 pour le « Commerce international », les « Investissements internationaux » et l'« Emploi », en raison de son ouverture sur le monde et de la croissance soutenue de son marché du travail. La croissance vigoureuse de l'économie ne permet toutefois pas une augmentation du niveau de vie car la population croît au même rythme que l'activité économique. Les exportations de services constituent la pierre angulaire de l'économie luxembourgeoise. Elles représentent plus de 1,5 fois le PIB luxembourgeois.

Le Luxembourg est à la 12^{ème} place pour l'**efficacité des pouvoirs publics**, sortant ainsi du top 10 pour ce pilier. Si les finances publiques sont saines, les fortes hausses récentes des dépenses publiques laissent entrevoir des budgets futurs moins robustes. Alors que le dernier budget pluriannuel reposait sur des projections optimistes, l'Etat luxembourgeois devra arbitrer davantage dans ses dépenses au moment où les recettes diminueront et où le budget devra se concentrer sur la relance de l'économie. Le « Cadre institutionnel et la « Législation des affaires » sont toujours considérés comme des atouts du site luxembourgeois. Toutefois, après le retard pris ces dernières années, le Luxembourg ne regagne pas de terrain sur le plan de la compétitivité fiscale.

De même, l'économie luxembourgeoise perd cinq places pour l'**environnement des affaires**, se situant ainsi à la 17^{ème} position. La baisse des marchés boursiers luxembourgeois a provoqué la perte de huit places dans le domaine de la finance, pourtant point fort du Grand-Duché. Outre ce domaine de l'environnement des affaires, il sera également important d'observer l'évolution de la transition digitale, en retrait au Luxembourg, la large thématique des talents, de plus en plus importante pour l'économie, la responsabilité sociale des entreprises qui peut être intégrée davantage dans les stratégies et la motivation des salariés pour laquelle le Grand-Duché est à la 25^{ème} place.

Le dernier pilier de la compétitivité, **les infrastructures**, est celui pour lequel le Luxembourg est le moins bien placé avec une 24^{ème} place. Le Grand-Duché souffre de sa faible taille pour certains indicateurs. Surtout, son activité est moins spécialisée sur les hautes technologies que d'autres économies équivalentes. La stratégie de la Troisième révolution industrielle doit contribuer à l'amélioration de son classement, tant dans les infrastructures de base que dans le domaine de l'environnement. Malgré des progrès récents, le Luxembourg n'est toujours que 45^{ème} pour la part des énergies renouvelables dans la consommation totale d'énergie. Les dépenses importantes en matière d'éducation n'empêchent pas les Luxembourgeois d'osciller entre bonnes performances linguistiques et un retard dans les matières scientifiques. Les dirigeants d'entreprises placent l'éducation et l'enseignement supérieur dans la moyenne, soit autour de la 30^{ème} place, pour leur capacité à répondre aux besoins de l'économie.

La main-d'œuvre qualifiée intègre en cette année 2020 **les cinq premiers « key attractiveness indicators » du Luxembourg** selon les entrepreneurs interrogés, tandis que la prédictibilité des politiques et le dynamisme économique sont des priorités en ces temps de crise :

- « *Policy stability & predictability* »,
- « *Dynamism of the economy* »,
- « *Business-friendly environment* »,
- « *Skilled Workforce* »,
- « *Competitive tax regime* ».

Par ailleurs, disposer d'infrastructures fiables est cité par 39% des dirigeants d'entreprises en 2020, contre seulement 27% d'entre eux l'an dernier. Ceci illustre l'inquiétude grandissante concernant la capacité des infrastructures luxembourgeoises à répondre aux besoins d'un pays en croissance.

Les 5 défis en 2020 pour la compétitivité du Luxembourg selon IMD

- Mettre en œuvre le plan de relance pour répondre à la crise du Covid-19 : soutien à l'activité économique, consommation, investissement public, incitations à l'investissement privé et plan de santé massif.
- Transition vers un modèle de croissance basé sur les gains de productivité et la gestion durable des ressources environnementales.
- Retrouver la compétitivité-coût par suite de l'augmentation des coûts de main-d'œuvre et de l'intensification de la pression fiscale (en comparaison européenne et internationale).
- Améliorer le soutien aux PME : accès au financement, surréglementation, développement de zones d'activité économique et de la succession d'entreprises.
- Actualiser la législation sur la faillite en suivant la logique de la deuxième chance.

Annexe

COUP DE PROJECTEUR SUR LA COMPETITIVITE DU LUXEMBOURG

Un environnement moins propice au *business* et à la réussite économique



International : Singapour reste le pays le plus compétitif au monde selon l'institut IMD. L'année 2020 est toutefois marquée par le retour en force des pays européens, le Danemark et la Suisse intégrant le podium. Ils sont suivis des Pays-Bas, de Hong Kong, 2^{ème} du classement l'an dernier, et des pays nordiques, Suède et Norvège. Les Etats-Unis reculent fortement, passant de la 3^{ème} à la 10^{ème} place en l'espace d'un an. Le Canada et Taiwan, avec un gain de cinq places, font partie des gagnants de ce classement. A l'opposé, la Chine perd six places pour se situer au 20^{ème} rang.

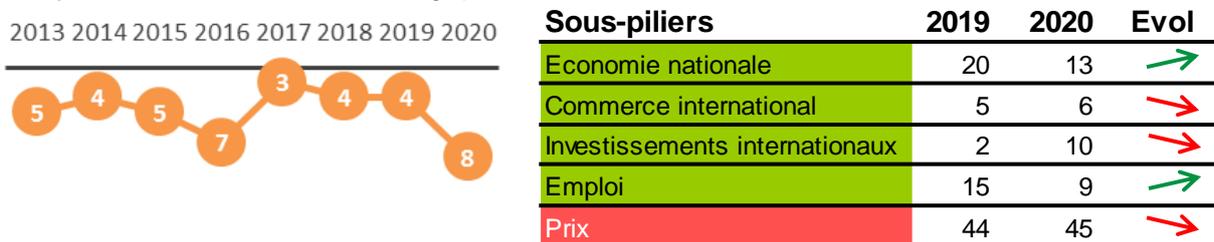
Europe : Huit pays européens font partie du top 15, ce qui confirme leur prépondérance parmi les économies les plus compétitives. Les pays nordiques (Danemark, Suède, Norvège et Finlande) et les « petits pays » (Suisse, Irlande et Luxembourg) sont plus performants que les plus grandes économies européennes et que les pays d'Europe de l'Est et du Sud.

Le classement des trois pays voisins du Luxembourg demeure stable, avec une 17^{ème} place pour l'Allemagne, une 25^{ème} place pour la Belgique et une 32^{ème} pour la France. L'Allemagne se démarque avec une 5^{ème} place dans le domaine de la performance économique.

PERFORMANCES ECONOMIQUES

Les exportations de services, pierre angulaire de la compétitivité luxembourgeoise

Le Luxembourg recule de quatre positions sur le pilier « **Performances économiques** », mais reste parmi les 10 économies les plus performantes dans ce domaine avec une 8^{ème} place et une économie nationale en progression. En 2020, les trois pays les plus compétitifs sur le plan économique sont les Pays-Bas, les Etats-Unis et Singapour.²



La position du Grand-duché s'améliore concernant l' « **Economie nationale** », en raison d'un taux de croissance réel du PIB supérieur en 2019 par rapport à 2018. La croissance réelle du PIB est estimée en 2019 à 2,3% au Luxembourg, contre 1,8% en moyenne pour les pays membres du classement, ce qui place le Grand-Duché à la 27^{ème} place pour cet indicateur. Il n'est que 48^{ème} pour l'évolution du PIB par habitant, avec une hausse de seulement 0,31%, en raison d'une croissance toujours aussi extensive, qui repose essentiellement sur l'augmentation des emplois et une stagnation de la productivité. Les dépenses des ménages (+2,79%), les investissements (+3,95% au niveau de la formation brute de capital fixe) et surtout la consommation de l'Etat (+4,78%) ont tous été supérieurs à la croissance de l'activité économique sur la période. Le Luxembourg reste le pays au monde avec le PIB par habitant le plus élevé. Il est toutefois dépassé par le Qatar en parité de pouvoir d'achat. Rappelons que le phénomène frontalier a tendance à surévaluer la richesse par habitant au Luxembourg. Les dirigeants d'entreprises ont placé le Luxembourg à la 16^{ème} place pour la résilience de l'économie. Les agents économiques luxembourgeois ont tendance à épargner davantage qu'ailleurs (4^{ème}) avec un taux d'épargne intérieure brute de 53% du PIB contre 27% en moyenne pour les 63 pays du classement.

Le Luxembourg conserve une excellente position pour le « **Commerce international** » (6^{ème}) et recule pour les « **Investissements internationaux** » (10^{ème} en 2020, 2^{ème} en 2019). Les investissements internationaux sont marqués par leur volatilité, ce recul se révélera plus inquiétant s'il se confirme dans le temps. L'économie luxembourgeoise est caractérisée par l'importance du commerce international des services. Elle est de fait, malgré sa faible taille, 7^{ème} pour le surplus de la balance commerciale des services, qui atteint 27 milliards d'euros, et leader en pourcentage du PIB avec un taux de 26,7%. Le Luxembourg représente aujourd'hui environ 0,5% des exportations mondiales de biens et services. Le Grand-Duché est fortement dépendant de quelques pays pour ses exportations (52^{ème} pour la concentration des exportations par partenaire). Il est plus diversifié concernant les produits exportés (21^{ème}). Par ailleurs, le Luxembourg est le 2^{ème} pays le plus ouvert au monde au regard de la somme des exportations et importations sur le PIB. Le seul pays dont l'économie est plus ouverte est Hong Kong. Le Grand-Duché est 9^{ème} pour les recettes du tourisme international en pourcentage du PIB. Il est donc probablement plus affecté que la plupart des pays par le ralentissement du tourisme dû au Covid-19. Dans un autre domaine, les investissements directs à l'étranger ont été plus faibles que les années précédentes (24^{ème} en pourcentage du PIB). Malgré ce ralentissement, le Grand-Duché demeure l'un des principaux détenteurs d'investissements directs à l'étranger, avec un stock correspondant à plus de 3,5 fois son PIB et une 3^{ème} place derrière Chypre et Hong Kong. Il est 5^{ème} en ce qui concerne le stock d'investissements directs étrangers sur son sol, soit une perte d'une place par rapport à l'an dernier. Le pays est 3^{ème} en montant absolu pour les investissements de portefeuille, que ce soit pour les avoirs (*assets*) ou les engagements (*liabilities*), ce qui confirme la compétitivité de la place financière luxembourgeoise.

² Les sous-piliers dans le top 20 sont représentés en vert, entre la 21^{ème} et la 40^{ème} place en orange et en rouge au-delà de la 40^{ème} place.

Le classement du Luxembourg s'améliore significativement pour le sous-pilier « **Emploi** » avec une 9^{ème} place. L'emploi s'est accru de 3,6% en 2019 ce qui place le Luxembourg à la 5^{ème} place pour cet indicateur. Le taux de chômage de 5,6%, s'il est parfois considéré comme une bonne performance au plan européen, ne positionne le Luxembourg qu'au 38^{ème} rang du classement IMD. La crise du Covid-19 devrait fortement affecter ces chiffres aussi bien au Luxembourg que dans les autres pays. Le STATEC prévoit une faible hausse de l'emploi de 0,7% en 2020 et une augmentation du taux de chômage à 6,7%. Avec 10,2%, le Luxembourg est le 16^{ème} pays avec le plus faible taux d'emploi dans le secteur public.

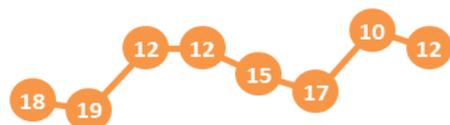
Enfin, le Grand-Duché conserve une mauvaise position pour le sous-pilier « **Prix** », en recul d'une position (45^{ème}). Le taux d'inflation de 1,65% place le Luxembourg à la 29^{ème} place. Les prix demeurent élevés, ce que montrent les classements luxembourgeois pour le « Cost-of-living index »³ (31^{ème}), le prix des loyers d'habitation (54^{ème}) et le coût de location des bureaux (47^{ème}). De plus, le classement du Luxembourg s'est détérioré concernant le prix de l'essence (39^{ème}) en 2019, ceci alors même que les principales hausses des taxes sur le carburant n'ont pris effet que début 2020.

EFFICIENCE DES POUVOIRS PUBLICS

De légères avancées pour le cadre institutionnel des affaires, pas de progrès sur le plan fiscal

Le Luxembourg quitte le top 10 du classement pour le pilier « **Efficacité des pouvoirs publics** », passant à la 12^{ème} place, ses performances n'ayant cependant que peu changé sur les différents sous-piliers. Le plus important recul porte sur le cadre sociétal, en raison d'un léger renforcement des inégalités. Les finances publiques demeurent saines, avec quelques interrogations sur leur évolution récente. Le cadre institutionnel et la législation des affaires sont dans l'ensemble propices au développement économique. Reste la fiscalité, qui continue à être le talon d'Achille du Luxembourg au moment où la compétition fiscale est de plus en plus vive entre les économies.

2013 2014 2015 2016 2017 2018 2019 2020



Sous-piliers	2019	2020	Evol
Finances publiques	6	7	→
Politique fiscale	42	43	→
Cadre institutionnel	10	9	→
Législation des affaires	13	9	→
Cadre sociétal	5	11	→

Le sous-pilier « **Finances publiques** » reste l'un des points forts du Luxembourg avec une bonne 7^{ème} place. Le Grand-Duché est 3^{ème} pour l'équilibre de son budget avec un excédent de 2,2% en 2019 et 7^{ème} concernant la dette qui atteignait 20,7% pour cette même année. L'Etat luxembourgeois rembourse peu d'intérêts pour le moment, ceux-ci se montant à 0,7% de son revenu. Cette bonne santé des finances publiques pourrait être remise en cause par une augmentation importante de la dette, le Luxembourg n'étant qu'à la 37^{ème} place pour la croissance réelle de sa dette avec un taux égal à +2,4%. L'Etat est considéré comme dépensier en comparaison internationale avec une dépense de l'ordre de 42,6% contre 35% en moyenne pour les économies participantes au classement d'IMD. Dans son avis sur le budget 2020, intitulé « Le quantitatif l'emporte toujours sur le qualitatif », la Chambre de Commerce soulignait les perspectives de croissance optimistes sur lesquelles reposait le budget pluriannuel de l'Etat. Force est de constater qu'avec la crise économique de 2020, la réalité sera tout autre, alors que d'importantes dépenses sont indispensables à la relance de l'économie et que la crise affectera les recettes de l'Etat.

Le Luxembourg conserve une place dans le top 10 pour le « **Cadre institutionnel** » tout comme pour la « **Législation des affaires** ». Selon les dirigeants d'entreprises interrogés, son principal point fort est l'adaptabilité de la politique gouvernementale aux changements économiques. Les dirigeants d'entreprises interrogés placent le Luxembourg à la 11^{ème} place pour l'impact négatif de la

³ Indice d'un panier de biens et services dans la ville principale du pays, y compris le logement (New York City = 100).

bureaucratie. Cette relative bonne performance est entachée par une complexité administrative perçue, quatre entrepreneurs sur dix ayant déclaré, par le biais du Baromètre de l'Economie du 1^{er} semestre 2019, que les procédures et formalités administratives des entreprises se sont récemment complexifiées. Le Luxembourg se situe à la 16^{ème} place pour la capacité du cadre juridique et réglementaire à encourager la compétitivité des entreprises, soit relativement loin des pays les plus compétitifs : Hong Kong, Singapour, les Émirats arabes unis ou encore le Danemark. L'institut IMD a ajouté deux nouveaux indicateurs quant au cadre institutionnel. Le Luxembourg n'est que 31^{ème} pour la performance sur les 17 Objectifs de développement durable (ODD) de l'ONU. Il est à la 12^{ème} position du *Democracy Index* de l'*Economist Intelligence Unit*, indicateur pour lequel le podium est constitué de la Norvège, de l'Islande et de la Suède. Concernant la création d'entreprises, 16,5 jours sont encore nécessaires en moyenne (49^{ème}). Il faut en moyenne cinq procédures pour démarrer l'activité (25^{ème}). Il n'y a pas de progrès en la matière par rapport à l'an dernier, malgré l'apport en termes de simplification pour les entrepreneurs du développement du One Stop-Shop de la House of Entrepreneurship. La complexité administrative n'empêche pas le Luxembourg d'être 5^{ème} pour le nombre de nouvelles entreprises enregistrées par rapport à la population active. Selon les dirigeants d'entreprises interrogés, les deux principaux atouts de la législation des affaires luxembourgeoises sont les lois sur l'immigration qui ne freinent pas le recrutement de la main-d'œuvre étrangère et les incitations à l'investissement attractives pour les investisseurs étrangers. La 20^{ème} place concernant la capacité de la législation sur la concurrence à empêcher efficacement la concurrence déloyale est un point potentiellement négatif à surveiller.

Le sous-pilier « **Politiques fiscales** » constitue toujours un des points faibles de la compétitivité du Luxembourg. Les impôts perçus sont importants en pourcentage du PIB pour les sociétés (60^{ème}) comme pour les ménages (47^{ème}). En 2018, le taux d'affiche de l'impôt sur les bénéfices était encore de 26% au Luxembourg (45^{ème}), contre 23% en moyenne pour les pays du classement. La baisse de 1% de l'impôt sur les sociétés en 2019 ne suffit pas à rendre de la compétitivité fiscale à l'économie. Les cotisations sociales sont aussi considérées comme relativement élevées au Luxembourg, pour les entreprises (26^{ème}) et encore davantage pour les salariés (42^{ème}). Les réductions des cotisations sociales sont l'une des voies à explorer pour maintenir les emplois et les talents dans les entreprises au moment d'affronter une crise inédite, dont l'impact devrait se faire sentir sur plusieurs années.

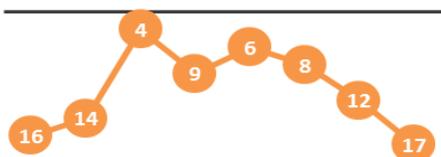
Le Luxembourg a perdu 6 places pour le « **Cadre sociétal** » (11^{ème}). L'une des raisons principales de cette baisse de performance est l'augmentation des inégalités mesurées par le coefficient de Gini pour lequel le Grand-Duché est passé de la 18^{ème} à la 34^{ème} place en un an. Le coefficient de Gini luxembourgeois reste inférieur à la moyenne des 63 pays du classement IMD. Les dirigeants d'entreprises interrogés placent le Luxembourg à la 17^{ème} place quant à la capacité de la législation sur l'égalité des chances à encourager le développement économique. Les pays références dans ce domaine sont les quatre pays nordiques et l'Islande. Ils pourraient servir de modèle à un Grand-Duché où le système éducatif est insuffisamment inclusif. La croissance démographique a permis à la part des personnes de 65 ans et plus de diminuer en un an, passant de 14,5% à 14,2%. C'est un pourcentage inférieur à la moyenne et un point fort du dynamisme économique luxembourgeois. Enfin, le Luxembourg obtient la première place pour la faible différence de revenus entre les hommes et les femmes, et une moins bonne 18^{ème} position au sein du *Gender Inequality Index* du Programme des Nations unies pour le développement.

ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

Une productivité atone et du retard sur la digitalisation

Le classement du Luxembourg baisse de la 12^{ème} à la 17^{ème} place en un an sur le pilier « **Environnement des affaires** ». Cette moindre performance par rapport aux autres économies s'observe notamment au niveau des sous-piliers « Productivité et efficacité », « Finance » et « Pratiques de gestion d'entreprises ». Dans l'ensemble, si les résultats à l'instant t sont souvent positifs, la dynamique sur les dernières années montre un ralentissement et une érosion de l'avance luxembourgeoise dans certains domaines.

2013 2014 2015 2016 2017 2018 2019 2020



Sous-piliers	2019	2020	Evol
Productivité et efficacité	11	15	→
Marché du travail	22	17	→
Finance	5	13	→
Pratiques de gestion d'entreprise	23	28	→
Attitudes et valeurs	19	21	→

Le sous-pilier « **Productivité et efficacité** » symbolise le mieux les différences entre la situation luxembourgeoise dans l'absolu et son évolution dans le temps. Le classement luxembourgeois y est en recul de quatre places (15^{ème}). Surtout, le Luxembourg est le 4^{ème} pays pour la productivité globale et 2^{ème} pour la productivité du travail, dépassé seulement par la Norvège. L'économie luxembourgeoise est aussi la 2^{ème} plus productive s'agissant des services, dépassée pour cet indicateur par le Qatar. A l'opposé, ses performances sont bien moindres concernant l'évolution de cette productivité, avec une 53^{ème} place pour la croissance réelle de la productivité globale (+0,1%). Les dirigeants d'entreprises ont placé le Luxembourg seulement à la 24^{ème} position pour l'utilisation des outils et des technologies numériques pour améliorer leurs performances. Il y a là une voie pour obtenir à nouveau des gains de productivité, ceci alors même que la crise sanitaire a eu tendance à accélérer l'adoption des outils digitaux par les entreprises dans le monde entier.

Le seul sous-pilier pour lequel le Luxembourg a amélioré son classement est le « **Marché du travail** », avec un gain de cinq places et un 17^{ème} rang. Toutefois, les difficultés liées aux recrutements ne se sont pas résorbées. Ainsi, attirer et fidéliser les talents est une grande priorité des entreprises (2^{ème}), notamment en raison de la difficulté à trouver la main-d'œuvre qualifiée nécessaire (53^{ème}), y compris pour les cadres supérieurs compétents (41^{ème}). Les compétences en finance sont plus aisément disponibles sur le marché du travail (18^{ème}), en raison du développement de la place financière. L'amélioration de cinq places sur cet indicateur est un bon signe dont il faudra observer la confirmation. Pour pallier ces difficultés de recrutement, les entreprises font appel depuis des décennies à une main-d'œuvre étrangère qui représente 71% de la main-d'œuvre totale, soit le troisième plus haut pourcentage derrière les Emirats arabes unis et le Qatar. Le Luxembourg est considéré par les dirigeants d'entreprises comme attractif pour la main-d'œuvre hautement qualifiée (4^{ème}), ce qui peut paraître paradoxal au regard du manque de main-d'œuvre observé. Le pays est relativement peu touché par la fuite des cerveaux (18^{ème}) et les entreprises sont conscientes des investissements à faire en termes de formation (13^{ème}). Les dirigeants d'entreprises placent le Luxembourg à la 25^{ème} position pour la motivation des salariés, malgré un écart de rémunération entre les PDG et les assistants relativement faibles (17^{ème}). L'économie luxembourgeoise est celle qui a connu la plus forte croissance de l'emploi en 2019, toujours selon cette logique de croissance extensive où l'emploi évolue à la même vitesse que la richesse créée. On travaille en revanche moins qu'ailleurs au Luxembourg. Avec 1.506 heures de travail en moyenne par salarié, le Luxembourg n'est ainsi que 57^{ème} sur cet indicateur dans le contexte de l'instauration d'un congé parental d'envergure à partir de 2016.

Le recul du Grand-Duché sur le sous-pilier « **Finance** », de la 5^{ème} à la 13^{ème} place, pourrait être inquiétant. La cause en est essentiellement la baisse des marchés financiers luxembourgeois. Le Luxembourg est ainsi à la 60^{ème} position pour l'évolution de son indicateur boursier national, avec une baisse de près de 22% du LuxX contre une hausse de 1,7% en moyenne pour les pays du classement. En conséquence, la valeur de la capitalisation boursière des entreprises cotées à Luxembourg est passée de 59,9 à 42,5 milliards de dollars (46^{ème}) et de 86% à 60% du PIB (27^{ème}). La place financière grand-ducale conserve le *leadership* pour le ratio des actifs du secteur bancaire sur le PIB et l'activité de fusion-acquisition. Par ailleurs, les dirigeants d'entreprises placent le secteur bancaire et financier à la 29^{ème} place pour sa capacité à soutenir efficacement les activités économiques. Le classement est similaire pour l'accès au crédit (27^{ème}) et au capital-risque (26^{ème}). Toutefois, les entreprises avaient déclaré à 89% ne pas avoir de difficultés d'accès au crédit lors du Baromètre de l'Economie du 1^{er} semestre 2019.

Le Luxembourg est à la 28^{ème} place pour les « **Pratiques de gestion d'entreprise** », soit une perte de cinq rangs par rapport à 2019. Le Grand-duché est positionné autour de la 20^{ème} place pour les

trois indicateurs d'agilité, de connaissance de l'évolution des marchés et de réactivité en réponse aux opportunités et menaces, des points forts de Taïwan, Hong Kong et du Danemark. Cette relative bonne capacité à s'adapter aux changements économiques n'empêche pas un retard des entreprises dans l'utilisation du big data et des outils d'analyse pour soutenir leur prise de décision (38^{ème}). Dans un autre domaine, le Luxembourg n'est classé que 25^{ème} pour la responsabilité sociale des dirigeants. Des progrès restent à accomplir pour la part des femmes parmi les cadres supérieurs et intermédiaires (52^{ème}) et au sein des conseils d'administration (28^{ème}).

Le Luxembourg sort du top 20 pour le sous-pilier « **Attitudes et valeurs** », passant à la 21^{ème} place. Le pays est à la 12^{ème} position pour son ouverture aux idées étrangères et à la 17^{ème} place pour l'image qu'il renvoie à l'étranger et son impact sur le développement économique. Il n'est en revanche que 33^{ème} pour la flexibilité et l'adaptabilité de ses résidents face aux nouveaux défis. Afin de s'améliorer sur ce point, le Luxembourg devra surmonter la dichotomie entre la volonté de développer une culture entrepreneuriale et innovante d'une part et la prédominance du statut de fonctionnaire comme modèle de réussite pour une grande partie de la jeunesse luxembourgeoise d'autre part.

INFRASTRUCTURES

Encore loin des leaders technologiques.

Le pilier « **Infrastructures** » est le moins favorable au Luxembourg avec une 24^{ème} position, en progrès d'une place par rapport à l'édition précédente du World Competitiveness Yearbook. Pourtant, le Grand-Duché ne progresse que dans le domaine de l'éducation, reculant légèrement sur les indicateurs d'infrastructures de base, de technologies, scientifiques, de santé et d'environnement.

2013 2014 2015 2016 2017 2018 2019 2020



Sous-piliers	2019	2020	Evol
Infrastructures de base	13	15	→
Infrastructures technologiques	37	41	→
Infrastructures scientifiques	27	28	→
Santé et environnement	19	22	→
Education	18	16	→

Le Luxembourg se situe cette année à la 15^{ème} place pour le pilier « **Infrastructures de base** », pour lequel certains indicateurs quantitatifs tendent à abaisser sa performance. Il est positionné à la 20^{ème} place pour l'efficacité de l'infrastructure de distribution des biens et services et à la 12^{ème} pour la qualité de l'infrastructure énergétique. Le Luxembourg s'est engagé, selon sa stratégie de la Troisième révolution industrielle, dans le développement de réseaux d'énergie intelligents digitalisés et le recours massif aux énergies renouvelables. La réussite de ce plan est la clé pour améliorer les infrastructures énergétiques du pays et l'un des axes importants du progrès vers une meilleure protection de l'environnement et du climat. Les dirigeants d'entreprises ont placé le Grand-Duché à la 21^{ème} position pour le soutien de la gestion des villes au développement des entreprises, soit un recul important de neuf places par rapport à l'an dernier. C'est un point à surveiller alors que certaines entreprises, notamment dans le commerce, ont pu souffrir des travaux publics récents et que le développement des zones d'activités économiques est l'un des enjeux de la politique actuelle d'aménagement du territoire.

Le Grand-Duché a reculé de quatre positions pour le sous-pilier « **Infrastructures technologiques** » et n'est ainsi que 41^{ème} dans ce domaine. La part des produits de haute-technologie dans ses exportations de produits manufacturés reste faible (49^{ème}), à 7% contre 16,7% en moyenne pour les 63 économies du classement. Il en est de même de la part des technologies de l'information et de la télécommunication (TIC) dans les exportations de services qui atteignent seulement 3,8% au Luxembourg (48^{ème}). Israël, l'Irlande et l'Inde sont largement en tête pour leur spécialisation dans les TIC. La spécialisation dans les hautes technologies, et plus largement le

développement de l'innovation, sont freinés par la difficulté à recruter les compétences technologiques et digitales (37^{ème}) et les ingénieurs qualifiés (53^{ème}). Au niveau de l'écosystème d'innovations technologiques, les dirigeants d'entreprises ont positionné l'économie luxembourgeoise au 19^{ème} rang pour le soutien de l'environnement juridique au développement et à l'application de la technologie, et à la 22^{ème} place pour la facilité à disposer du financement nécessaire au développement technologique.

En ce qui concerne les « **Infrastructures scientifiques** », le Luxembourg est 28^{ème} pour cette édition 2020, en recul d'une place. Les dépenses en recherche et développement (R&D) sur le PIB demeurent inférieures à celles de la majorité des autres économies avec 1,2% du PIB au Grand-Duché contre 1,5% en moyenne pour les 63 économies du classement IMD. En revanche, le Luxembourg est à la 11^{ème} place pour les dépenses de R&D par habitant avec 1.427 \$ par habitant contre 612 \$ par habitant en moyenne pour les pays du *World Competitiveness Yearbook*. Si la performance luxembourgeoise est meilleure pour le total du personnel de R&D par habitant (6^{ème}), les chercheurs en tant que tels sont moins nombreux (17^{ème}). Le Luxembourg est 23^{ème} pour le transfert de connaissance entre les universités et les entreprises selon les dirigeants interrogés. Par ailleurs, le Grand-Duché a perdu sa première place pour le nombre de demandes de brevets par habitant, au détriment de la Suisse. Avec 531 demandes de brevets pour 100.000 habitants, le Luxembourg reste une terre d'accueil privilégiée pour les entreprises qui désirent déposer un brevet. Les entreprises estiment que le Luxembourg est à la 15^{ème} position pour l'application des droits de propriété intellectuelle. Ce point sera de plus en plus essentiel à l'attractivité du pays aux yeux des investisseurs, alors que la compétition technologique tend à se renforcer.

Le Luxembourg est passé de la 19^{ème} à la 22^{ème} place pour le sous-pilier « **Santé et environnement** ». Concernant la santé, au cœur de l'actualité, les dépenses totales luxembourgeoises par habitant sont les 5^{èmes} plus importantes du classement. La part des dépenses publiques dans le système de santé est élevé au Luxembourg, avec 85% des dépenses totales. C'est le deuxième plus important pourcentage derrière la Norvège. Le Luxembourg figure à la 14^{ème} position pour la manière dont l'infrastructure sanitaire répond aux besoins de la société et à la 19^{ème} pour le nombre d'habitants par médecin et infirmière. Pour éviter les pénuries médicales dans le futur, dans le contexte de la croissance démographique et du vieillissement du corps médical, le Luxembourg devra établir un « Plan santé » global et massif. Au niveau de l'environnement, la consommation de CO2 reste peu intensive au Luxembourg par rapport au PIB (9^{ème}). L'empreinte écologique des Luxembourgeois est cependant l'une des plus élevées au monde (59^{ème}). Elle est toutefois un peu surestimée du fait du « tourisme à la pompe » et de l'importance du phénomène frontalier. Le Grand-Duché a encore du retard pour la part des énergies renouvelables sur la consommation totale d'énergie avec un pourcentage de 7,3% et une 45^{ème} place. Toutefois, le progrès par rapport à l'an dernier est notable, le taux d'énergie renouvelable s'élevant alors à 6,0% seulement. Le Grand-Duché est le 13^{ème} pays pour la qualité de vie.

La performance luxembourgeoise s'est améliorée sur le sous-pilier « **Education** », avec une 16^{ème} place, en amélioration de deux rangs par rapport à l'an dernier. Le Luxembourg est le deuxième pays pour les dépenses publiques en faveur de l'éducation par habitant et le premier par nombre d'élèves. Toutefois, les performances du système éducatif luxembourgeois mesurées par l'étude PISA de l'OCDE sont moyennes (34^{ème} place), au sein d'un parcours éducatif perfectible quant à l'égalité des chances et à la complexité et la richesse d'un cursus plurilingue. Les dirigeants d'entreprises notent aussi dans la moyenne la capacité de l'éducation primaire et secondaire (30^{ème}), de l'enseignement supérieur (36^{ème}) et des cursus de management (30^{ème}) à répondre aux besoins d'une économie compétitive. Le point fort du Luxembourg reste les langues avec une 9^{ème} place pour la note moyenne au test anglophone TOEFL et une 4^{ème} place pour les compétences linguistiques de sa main-d'œuvre.

CONCLUSION

La crise du Covid-19 a en quelques semaines mis à mal l'économie et bon nombre d'entreprises. Les classements de compétitivité, bien que construits sur des données antérieures, nous éclairent sur la capacité des économies à surmonter la crise et sur leurs atouts et faiblesses pour affronter le « monde d'après ». Les indicateurs de santé, par exemple, mettent l'accent sur la couverture des systèmes de santé dans chaque pays. L'environnement des affaires éclaire sur la capacité des institutions à accompagner les entreprises de leur création à la gestion des difficultés et faillites. L'éducation prépare la force vive de demain et la formation professionnelle, la main-d'œuvre d'aujourd'hui.

L'édition 2020 de l'*IMD World Competitiveness Yearbook* est donc très instructive en cette période inédite - tout comme le seront les éditions des années à venir - sur les effets de la crise sur la compétitivité des Etats. Le constat est clair à la lecture de ce classement. Si l'efficacité des mesures immédiates de soutien aux entreprises est un indispensable pour sauvegarder la substance économique, les prérequis de la compétitivité resteront les mêmes dans le monde d'après. C'est ainsi que l'ambition luxembourgeoise en la matière ne devra pas s'affaiblir et que la mise en œuvre de nouvelles politiques en faveur du développement des entreprises, de la digitalisation, d'un meilleur système de santé et d'éducation ou encore de la transformation environnementale devront être accélérées. Il faudra dans le même temps soutenir les secteurs en crise durable, notamment le tourisme, pour ne pas subir la perte irréparable d'atouts compétitifs.

Aperçu méthodologique

Avec 255 indicateurs différents recueillis pour chacun des 63 pays analysés, une certaine prudence prévaut dans l'interprétation des classements annuels de l'IMD. En effet, la pertinence de certains indicateurs peut dépendre de spécificités nationales qui se prêtent parfois difficilement à un exercice de comparaison.

Au niveau de certains résultats de classement, il convient de préciser qu'en l'absence de chiffres officiels du STATEC, l'IMD a eu recours aux chiffres de 2019 (ou 2015/2016/2017/2018) pour certains indicateurs, ce qui ne reflète donc pas l'état des circonstances les plus récentes. Cependant, ce sont tous des indicateurs à caractère relativement stable et le Luxembourg ne connaît ni dégradation, ni amélioration substantielle liée à l'utilisation de ces statistiques.

Le classement IMD demeure un outil utile à la prise de décision pour les autorités politiques des pays concernés puisqu'il permet de visualiser rapidement les forces et faiblesses de chacune des dimensions-clés de leur compétitivité. La comparaison peut se faire à la fois dans l'espace (entre le Luxembourg et d'autres zones géographiques) et dans le temps (performances du Luxembourg au fil des années). De manière générale, deux sortes d'indicateurs peuvent être identifiés : les indicateurs d'input (par exemple, investissements en infrastructures en pourcentage du PIB) d'une part, et les indicateurs d'output (par exemple, croissance du PIB) d'autre part. Les indicateurs d'input sont les indicateurs les plus à même d'être influencés par les décideurs politiques tandis que les indicateurs d'output reflètent, dans une certaine mesure, les résultats de ces décisions.